L'entente internationale anticommuniste de Théodore Aubert et ses archives

Autor(en): **Caillat, Michel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **13 (2006)**

Heft 2

PDF erstellt am: **23.04.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-30325

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'ENTENTE INTERNATIONALE ANTICOMMUNISTE DE THEODORE AUBERT ET SES ARCHIVES

MICHEL CAILLAT

L'ENTENTE INTERNATIONALE ANTICOMMUNISTE: UN BREF PORTRAIT DES PRINCIPAUX PROTAGONISTES

La fondation de l'Entente internationale anticommuniste (EIA) résulte de la rencontre entre deux personnalités, l'avocat d'affaires genevois Théodore Aubert et le médecin-chirurgien d'origine russe Georges Lodygensky, autour d'un double événement qui a marqué les annales de l'histoire politique et judiciaire suisse: l'assassinat, en mai 1923, du délégué soviétique à la Conférence de Lausanne, Vatzlav Vorovsky par Maurice Conradi, un officier suisse, rentré au pays après son engagement au côté des forces contre-révolutionnaires russes, puis l'acquittement par un jury lausannois du meurtrier et de son complice en novembre 1923.[1] C'est dans la préparation minutieuse de ce verdict, reflet significatif de l'atmosphère violemment hostile au socialisme que connaît la Suisse depuis la Grève générale de novembre 1918,[2] que les deux principaux animateurs de l'EIA scellent le début d'une collaboration qui s'étendra sur une période de quelque 27 années.

Georges Lodygensky, quant à lui, appartient à une famille de la petite noblesse russe. Né en 1888, ce médecin-chirurgien prend une part active à la guerre civile russe dans le camp contre-révolutionnaire. Durant le printemps et l'été 1920, il effectue pour le compte de la Croix-Rouge tsariste une mission à Genève, où il installe sa famille. Il assiste en automne à l'évacuation depuis les ports de Crimée de l'armée commandée par Wrangel, puis il est chargé, en décembre 1920, de diriger à Genève le bureau de la Croix-Rouge tsariste auprès des organisations internationales.

STRUCTURES ET RESEAUX DE L'ENTENTE INTERNATIONALE ANTICOMMUNISTE

La collaboration effective de Théodore Aubert avec le médecin russe démarre avec la préparation de la défense d'Arcadius Polounine, le secrétaire de Georges Lodygensky, lourdement impliqué dans l'assassinat de Vorovsky. Le résultat de ce travail se matérialise dans le réquisitoire contre le bolchevisme, prononcé par Théodore Aubert en guise de plaidoirie au procès, les 14 et 15 novembre 1923, véritable matrice de la littérature de propagande dont l'EIA ne va pas tarder à inonder ses correspondants.[3] La renommée acquise par ce texte, suite à l'acquittement des deux accusés, achève de convaincre son auteur et son collaborateur russe que le moment est venu de lancer une deuxième croisade internationale contre le bolchevisme, sous la forme non d'une intervention militaire, comme en 1918–1920, mais d'une campagne de propagande à l'échelle mondiale, menée par un organisme privé fonctionnant comme une centrale de renseignement, et qui devrait susciter une entente intergouvernementale capable de détruire la 3e Internationale ainsi que de supprimer sa base territoriale, en rétablissant en Russie un régime dit «national».

C'est ainsi que le 23 juin 1924 à Paris, une assemblée de délégués de différentes organisations de défense sociale européennes, réunis à l'initiative de Théodore Aubert, décide «la constitution d'une Entente Internationale destinée à combattre» l'action des groupements subversifs, au premier rang desquels figure la 3e Internationale, qui visent à détruire «la civilisation moderne et les institutions de chaque pays», et à «défendre les principes d'ordre, de famille, de propriété et de patrie».[4] Une organisation très souple est mise en place pour exécuter ce programme contre-révolutionnaire. Un Bureau permanent siégeant à Genève s'efforcera d'implanter dans l'ensemble des Etats européens des centres nationaux, constitués soit par un comité ad hoc, officiel ou privé, soit par un groupement civique existant ou une structure regroupant plusieurs d'entre eux. Une fois par an, les représentants de ces centres se réuniront à l'initiative du Bureau permanent en un Conseil international, dont les délibérations s'étendent sur deux ou trois journées. Se revendiquant comme l'état-major du mouvement anti-bolcheviste mondial, l'organe directeur de l'Entente internationale anticommuniste (EIA) parviendra en quelques années à créer un réseau de correspondants dans la plupart des pays européens, faisant de la ligue de Théodore Aubert le groupement le plus important et le plus durable parmi ceux qui se sont voués à la lutte anticommuniste durant la première moitié du 20e siècle.

Pour compléter le Bureau permanent, Théodore Aubert s'adresse à des personnalités de l'élite conservatrice genevoise, dont plusieurs lui sont apparentées. Il s'assure ainsi dès 1926 la collaboration du colonel Alfred Odier, qui, grâce à sa

fonction de responsable du bureau du chiffre, assure la liaison avec l'état-major de l'armée. En 1927, l'avocat Jacques Le Fort entre dans le Bureau permanent, suivi par le banquier René Hentsch, alors vice-président de la Chambre de Commerce internationale. En 1933, c'est au tour du diplomate et historien Lucien Cramer, par ailleurs cousin de Théodore Aubert, et du colonel divisionnaire Guillaume Favre de rejoindre le Bureau. Enfin, dès son départ à la retraite, en 1936, le ministre de Suisse à Rome, Georges Wagnière devient à la fois membre du comité directeur de l'EIA et du CICR. Théodore Aubert réussit également à convaincre de s'associer au Bureau quelques personnalités suisses– l'avocat et Conseiller national vaudois Jean de Muralt, le banquier zurichois Hans de Schulthess, le colonel divisionnaire fribourgeois Roger de Diesbach – et étrangères. La direction effective du Bureau est exercée toutefois par les membres résidant à Genève exclusivement, et plus particulièrement par Georges Lodygensky et Théodore Aubert lui-même, auquel appartient toute décision finale.

Trois des membres du Bureau font partie du CICR: Lucien Cramer, Guillaume Favre et Georges Wagnière. Théodore Aubert choisit en effet ses collaborateurs dans les familles de la bourgeoisie protestante genevoise, alors encore le vivier principal de recrutement du Comité. L'influence qu'ont pu exercer les membres du Bureau sur les décisions prises au sein de celui-ci est cependant difficile à apprécier, en dehors des aspects purement idéologiques, les valeurs partagées par les uns et les autres s'étant forgées dans le même creuset.

Le Bureau permanent entretient des liens étroits, par Lucien Cramer et Georges Wagnière, avec le Département politique et possède ses entrées au Ministère public fédéral, auquel il transmet régulièrement des informations sur les menées de personnes ou groupements qualifiés de subversifs, parfois sur la demande du procureur général de la Confédération. En retour, il reçoit du Ministère public les renseignements confidentiels qu'il sollicite, soit directement, soit indirectement, par l'intermédiaire des services de l'état-major, par exemple, et ceci même lorsque le Bureau spécifie explicitement que l'information demandée l'est par un membre étranger de l'EIA. Une correspondance du même genre s'établit avec Heinrich Rothmund, le chef de la police fédérale des étrangers, ainsi qu'avec les procureurs généraux et les polices de plusieurs cantons.

Le Bureau s'emploie également à s'assurer des appuis au Parlement. En 1931, Jean de Muralt constitue un groupe de Conseillers nationaux anti-bolcheviques, où figurent notamment les députés vaudois Henri Vallotton et Pierre Rochat. Ils sont rejoints par Théodore Aubert lui-même, élu en novembre 1935 sur la liste de l'Union nationale, une formation fascisante et antisémite, dirigée par le publiciste et homme de lettres genevois Georges Oltramare. Enfin, dès l'origine, l'organe directeur de l'EIA exerce de discrètes et constantes pressions sur le Conseil fédéral, pour que celui-ci conserve son attitude négative à l'égard du

régime soviétique. Ces pressions sont dès 1929 relayées directement par le chef du département des Finances et des Douanes, Jean-Marie Musy, avec lequel Théodore Aubert est entré en contact direct et régulier.

A l'étranger, l'EIA est implantée dans la plupart des pays européens, notamment en Angleterre, où elle demande en décembre 1925 à l'*Economic League,* une organisation soutenue par de puissants groupes industriels et financiers, et qui dispose, sous l'autorité de John Baker White, son directeur à partir de 1926, d'un efficace réseau privé de renseignement, lié aux services secrets officiels, de la représenter.[5] En France, le Bureau permanent est en étroite liaison dès 1930 avec une officine de renseignement privée, le poste P/A, créé par le colonel R. Lainey, jusqu'alors chef du Deuxième Bureau, et financé notamment par la Compagnie universelle du Canal maritime de Suez et le Comité des Forges.[6] Après l'avènement de Hitler, le Bureau collabore avec l'*Antikomintern* de Berlin, une organisation dépendant des services du ministère de la Propagande. Les rapports avec l'Italie, demeurés longtemps infructueux, deviennent très serrés après la conquête de l'Ethiopie. Le régime fasciste finance dès lors de manière importante le Bureau permanent, qui reçoit ainsi plus de 50'000 francs suisses en tout cas «de source italienne» entre octobre 1937 et mars 1939.[7] Ces versements se poursuivent après le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale et alimentent une vaste opération de propagande dans les Balkans, placée sous le contrôle du Centre d'Etudes anticommunistes de Rome, un organisme officiel.[8] Enfin, il faut mentionner le rôle fondamental joué par les publications du Bureau permanent sur la formation intellectuelle du général Franco et l'aide apportée au camp nationaliste par l'Entente durant la guerre civile espagnole.[9]

S'inspirant des structures mises en place par l'adversaire, l'EIA se dote au cours de son histoire d'une série d'organisations auxiliaires, destinée à accroître ses moyens d'action et son influence. Ainsi naissent en 1924 un Comité financier et une Commission religieuse, au sein de laquelle collaborent des représentants des principales confessions chrétiennes. Celle-ci connaît d'abord une existence éphémère, mais renaîtra en 1933 sous le nom de Commission Pro Deo. Dans le souci de contribuer au maintien de la suprématie européenne dans le monde, le Bureau permanent crée en 1928, avec l'aide de groupements économiques hollandais et internationaux, un Bureau colonial international, basé à La Haye, qui sera dissous en 1933, victime de la crise économique mondiale. En 1935, se constitue sous la présidence de Théodore Aubert un «Institut international d'Action morale, économique et sociale anti-marxiste, dont le but est d'une part de combattre le marxisme et l'étatisme, et d'autre part d'y opposer des solutions concrètes [sic]».[10] Enfin, en septembre 1936, le Bureau permanent crée une Ligue internationale des Femmes contre le Bolchevisme et la Guerre, dont la direction est confiée à Edith Hentsch, l'épouse de René Hentch.

La multiplication des organisations auxiliaires ne doit pas cependant faire illusion. L'Entente anticommuniste n'a jamais cherché à devenir un mouvement de masse, mais se présente avant tout comme un réseau d'influence, qui vise à pénétrer les élites dirigeantes des pays concernés. Son influence réelle est cependant difficile à mesurer, son action s'exerçant généralement de manière confidentielle et indirecte.

LES ARCHIVES DE L'EIA: UN FONDS ENCORE LARGEMENT INEXPLORE

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'EIA a perdu la plus grande partie de ses correspondants, certains d'entre eux emportés par l'épuration, ainsi que le soutien des autorités fédérales, désireuses de se dissocier d'une organisation devenue quelque peu encombrante au moment où elles s'apprêtent à reconnaître l'Union soviétique. L'activité du Bureau permanent se réduit donc considérablement. De plus, avec le début de la guerre froide, le centre de gravité de la lutte anticommuniste se déplace de l'autre côté de l'Atlantique. L'Entente est la première à le reconnaître: «Notre Bureau est désormais trop excentrique et trop à l'avant-garde pour pouvoir remplir le rôle d'un centre universel [anticommuniste]. Que ce centre doit être aux Etats-Unis n'a pas besoin d'être démontré.»[11] Aussi, dans l'attente de ce transfert, Théodore Aubert et Georges Lodygensky décident-ils de léguer la bibliothèque et les archives de l'organisation à la Bibliothèque publique et universitaire (BPU) de Genève.

Avant d'être déposées, les archives sont triées avec soin. Ce que ses dépositaires veulent faire connaître de leur activité à la postérité doit correspondre à l'image qu'ils souhaitent en laisser. Dans leurs choix, ils sont également influencés par le contexte géopolitique nouveau qui entoure les dernières années d'existence de l'Entente, de 1945 à 1950. Le contenu du fonds, tel qu'il se présente aujourd'hui, intéresse donc le chercheur non seulement par ce qu'il révèle, mais aussi par ce qu'il cache. L'absence de pans entiers des archives originales – les résumés des réunions du Bureau à partir de 1940 par exemple, ou le courrier de l'année 1941 – constitue précisément une indication infaillible de leur importance.

Je ferai l'impasse sur les péripéties qui ont jalonné l'histoire du fonds depuis son dépôt à la BPU, entre 1946 et 1950.[12] Il suffit de dire que les restrictions draconiennes imposées par les légataires ont eu pour double conséquence une utilisation extrêmement restreinte de la partie inventoriée, c'est-à-dire les publications accumulées ou produites par le Bureau permanent, et un oubli quasi complet des archives proprement dites, de toute manière soustraites à la curiosité des chercheurs jusqu'en 1991. Depuis cette date, seules quelques personnes s'y

sont intéressées jusqu'au démarrage, en 2001, d'un important projet de recherche, soutenu par le Fonds national suisse et dirigé conjointement par Mauro Cerutti et Jean-François Fayet de l'Université de Genève d'une part, Jean Batou et Sébastien Guex de l'Université de Lausanne d'autre part.

Le fonds légué par l'EIA comprend deux parties distinctes: 1) la *bibliothèque,* soit 717 volumes, 925 dossiers et 1091 brochures, classés et répertoriés en 1960 par Knut Langfeldt et Abraham Dobrik, à l'initiative de Jacques Freymond, directeur de l'Institut des Hautes Etudes internationales à Genève; 2) les *archives* proprement dites, non encore inventoriées, qui remplissent sur environ 16 mètres linéaires 162 classeurs et cartons. Le contenu de ceux-ci a fait l'objet en 2002 de la part de Jorge Gajardo, membre de notre équipe de recherche, d'une estimation qualitative, qui est désormais jointe à l'inventaire des publications, afin de faciliter l'orientation des usagers.[13]

Les archives réunissent plusieurs types de documents différents. La correspondance du Bureau permanent constitue l'essentiel du fonds et remplit à elle seule 103 cartons. Neuf cartons contiennent les procès-verbaux des discussions et les rapports présentés lors des conférences du Conseil international, tandis que neuf classeurs fédéraux renferment les comptes rendus des séances régulières du Bureau permanent. Incomplets – il manque pratiquement l'ensemble des procès-verbaux des années de guerre et d'après-guerre –, ces documents n'ont pas été pris en compte dans l'étude de Jorge Gajardo, leur examen, qui révèle en quelque sorte la trame de l'histoire de l'EIA, étant de toute manière incontournable. Les derniers cartons concernent soit l'Institut anti-marxiste, soit la Section de la Jeunesse du Bureau, ou rassemblent des coupures de presse, des photos et des articles, extraits de campagnes menées par le Bureau permanent.

Un inventaire détaillé n'existe à ce jour que pour les procès-verbaux des réunions du Bureau et reste à établir pour le reste. Une tâche cependant plus urgente incombe aux responsables des manuscrits de la BPU: sauvegarder l'ensemble des documents en les conditionnant de manière à freiner le processus de dégradation auquel les soumet leur entassement en vrac dans des cartons ou des classeurs et les manipulations des chercheurs. L'ensemble du fonds EIA doit être considéré, en effet, comme un élément de grande valeur de notre patrimoine archivistique. Si les résultats de son action ne sont pas spectaculaires, par l'importance des réseaux qu'elle s'est constitués et des personnalités qu'elle a pu approcher et influencer, l'EIA se profile comme l'organisation privée la plus étendue et la plus constante parmi celles qui se sont donné pour mission la lutte contre le bolchevisme. Aussi, malgré le sévère élagage auquel ont été soumises ses archives, la consultation de celles-ci paraît essentielle pour toute personne qui cherche à comprendre les ressorts idéologiques, les réseaux et les canaux de l'anticommunisme, tant en Suisse que sur le plan international.

Les archives de l'EIA, en cours de conditionnement, sont à la disposition des chercheurs et du public à la Salle des Manuscrits de la Bibliothèque publique et universitaire de la Ville de Genève (lundi–vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h; samedi de 9 h à 12 h). Les divers cartons qui constituent le fonds ont fait l'objet d'un catalogue provisoire et peuvent être directement commandés auprès du surveillant de la salle. On peut aussi les demander à l'avance, ou s'informer du contenu du fonds en écrivant à l'adresse suivante: mss.bpu@ville-ge.ch. La conservatrice des manuscrits, Mme Barbara Roth, reçoit volontiers les chercheurs, auxquels elle consacre une bienveillante attention.

Notes

1 Vatzlav Vorovsky était à la tête de la délégation soviétique à la Conférence de Lausanne, réunie pour régler la question du passage des Détroits (Bosphore et Dardanelles) par les vaisseaux de guerre. Sur l'affaire, lire Annetta Gattiker, *L'affaire Conradi,* Berne 1975.
2 Cf. Marc Vuilleumier et al., *La Grève générale de 1918 en Suisse,* Genève 1977.
3 Théodore Aubert, *Le procès du bolchevisme – L'Affaire Conradi – Plaidoirie prononcée pour Arcadius Polounine devant le Tribunal criminel de Lausanne, les 14 et 15 novembre 1923,* Genève 1924.
4 Résolution adoptée à l'unanimité le 23 juin 1924 par l'assemblée constitutive de l'Entente internationale contre la 3e Internationale réunie à Paris, «Procès-verbal de la Séance du 23 juin 1924», Archives EIA, Conférences du Conseil international, 1924–1926, «1ère Conférence – Paris – 23–24 juin 1924», Bibliothèque publique et universitaire (BPU) de Genève.
5 Cf. Mike Hughes, *Spies at Work: The Rise and Fall of the Economic League,* Bradford 1994.
6 Robert Terres, *Double jeu pour la France 1939–1944,* Paris 1977, 23 s, 392.
7 Archives EIA, Correspondance du Bureau permanent, Suisse, divers, dossier «Office de compensation suisse».
8 «Le 21 mars 1940», Archives EIA, Fonds 2004/13.
9 Cf. Michel Caillat, «L'Entente internationale anticommuniste de Théodore Aubert face à la guerre civile espagnole», in Mauro Cerutti, Sébastien Guex, Peter Huber (éd.), *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco (1936–1940),* Lausanne 2001, 421–437.
10 Bulletin de Presse EIA no 1, nouvelle série, 14 juin 1935, Archives EIA, Conférences du Conseil international, 1934–1936.
11 Lettre de G. Lodygensky au banquier John B. Trevor, New York, 17 mars 1947, Archives EIA, Correspondance du Bureau permanent, Etats-Unis, 1944, divers.
12 Cf. Michel Caillat, «Un exemple de fonds inexploré: les archives de l'Entente internationale anticommuniste», in Mauro Cerutti, Jean-François Fayet, Michel Porret (éd.), *Penser l'archive – Histoires d'archives, archives d'histoire,* Lausanne 2006.
13 Jorge Gajardo, *Estimation qualitative du fonds EIA,* Université de Genève 2002, brochure de 41 pages, déposée dans la salle des manuscrits de la BPU.